

N° 22/M7/DTDP/CJPA/APT

DÉCISION

Portant désignation de Maître Hugues PORTELLI pour représenter la Ville en justice de manière spécifique dans le dossier contentieux n°2203963 devant le Tribunal administratif de Versailles

Le Maire de la Commune de Coignièrès (Yvelines),

11^{ème} Vice-président de Saint-Quentin-en-Yvelines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22,

Vu la Délibération n°2020-0505 du Conseil Municipal du 25 mai 2020 portant délégation de pouvoirs au Maire,

Vu l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique,

Vu le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique,

Vu l'article R. 2122-8 du code de la commande publique qui prévoit qu'un acheteur public peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 40 000 € HT et donc concrètement peut conclure un marché d'assistance juridique de « gré à gré » avec l'avocat de son choix,

Vu la convention relative à la mise à disposition d'un avocat du CIG de la Grande Couronne de la Région d'Ile de France à la Commune de Coignièrès en date du 15/07/2020,

Considérant que la Commune doit participer aux frais d'intervention du Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région d'Ile-de-France à concurrence du nombre d'heures de travail effectivement accomplies et selon un tarif forfaitaire fixé chaque année par délibération du conseil d'administration du Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région d'Ile-de-France soit 108,00 € par heure de travail pour les collectivités affiliées au Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région d'Ile-de-France, pour 2022 ;

Considérant l'intérêt pour la Ville d'être conseillée juridiquement, assistée et/ou représentée en justice, dans tous les domaines du droit public et plus particulièrement en droit de la fonction publique pour le dossier n°2203963 M. Pradines Serge / Commune de Coignièrès actuellement pendant devant le Tribunal administratif de Versailles.

DÉCIDE

ARTICLE 1 – DÉSIGNE Maître Hugues PORTELLI– 6 rue Duret 75116 PARIS pour représenter la Ville en justice de manière spécifique pour le dossier n°2203963 M. Pradines Serge / Commune de Coignièrès devant le Tribunal administratif de Versailles visant à l'annulation de la délibération du 16 novembre 2021 du conseil municipal approuvant un accord de médiation, ensemble rejet implicite du recours gracieux.

ARTICLE 2 – DIT que la Commune participera aux frais d'intervention du Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région d'Ile-de-France à concurrence du nombre d'heures de travail effectivement accomplies et selon un tarif forfaitaire fixé chaque année par délibération du conseil d'administration du Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région d'Ile-de-France soit 108,00 € par heure de travail pour les collectivités affiliées au Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région d'Ile-de-France, pour 2022 ;

ARTICLE 3 – DIT que la présente décision fera l'objet d'une transmission à la Sous-Préfecture de Rambouillet, d'une présentation au Conseil municipal et d'une notification à Maître Hugues PORTELLI.

Fait à Coignièrès, le 17 août 2022

Pour le Maire empêché,

La 1^{ère} Adjointe

Florence COCART



La présente décision peut faire l'objet d'une voie de recours gracieuse auprès de son auteur, ou contentieuse devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, voire lorsqu'elle a été expressément prescrite, à compter de sa notification pour la ou les personnes directement visées.